

Prendre son Temps



**Bulletin SNU des retraités
de Pôle Emploi, l'ANPE et l'Assedic**

Numéro 20 - Septembre 2011

EN RÉSUMÉ

**PAGE 2 L'art de bien manger
Mutuelle - Réforme de la
dépendance**

PAGE 3 Crise, retraités et rigueur

**PAGE 4 Actions retraites
Le billet d'Anne : la solitude
nous guette...**

Vous avez entre les mains le numéro 20 de **Prendre Son Temps**, légèrement relooké. Vingt numéros c'est une vraie réussite et vous nous le dites, au travers des petits messages que nous recevons qui nous font chaud au cœur. Nous vous en remercions. C'est un véritable soutien pour nous.

Abonnez-vous
prendresontemps@laposte.net

Vous pourrez le recevoir gratuitement sur le net ainsi vous l'aurez plus rapidement et en couleur.

Depuis la création du secteur retraité au SNU ce journal se veut le lien entre les anciens et les salariés actifs, mais aussi vous permet de connaître les évolutions de l'établissement dans lequel nous avons travaillé et où se sont forgées nos racines professionnelles, bien oubliées par les directions successives.

Nous pensons remplir ainsi notre devoir de mémoire comme contribution à de notre histoire.

FORTES TURBULENCES

Cette rentrée est marquée par de fortes turbulences. Les vacances ont montré que déjà les Français subissent la crise financière, ils partent moins loin et moins longtemps. Ils sont convaincus que cette crise n'est pas terminée et se préparent au pire. Les événements leur ont donné raison.

La France est en déficit depuis des années mais depuis trois ans et malgré la fameuse déclaration du premier ministre «la France est en faillite» cet endettement n'a fait que s'aggraver du fait des choix de notre président, celui des riches, qui a favorisé par la fiscalité ses amis pendant qu'il pressurait les couches moyennes, les salariés et les retraités. Le bouclier fiscal a produit ses effets néfastes.

Deux exemples viennent illustrer ce constat dans le dernier plan de rigueur.

La taxe sur les mutuelles est passée de 0 à 7 % en deux ans et sera payée par 90 % de la population. Elle doit rapporter 1,1 milliard en 2012 et plus les années suivantes. La contribution exceptionnelle sur les plus hauts revenus ne rapportera que 200 millions et n'est prévue que pour un an... l'accès aux soins est taxé (13,27%) plus que la restauration (5,5%) alors que le taux de pauvreté a franchi la barre des 10%»

De partout dans le monde, en Europe et autour de la Méditerranée, les peuples s'indignent, résistent et manifestent, exigeant plus de justice sociale, plus de démocratie. En France des réponses se dessinent. Nous ne pouvons nous contenter d'attendre béatement les prochaines élections présidentielles. Deux rendez-vous sont d'ores et déjà fixés. (Voir page 4).

Pendant ce temps là Pôle Emploi continue son évolution.

Pour faire face à l'augmentation du chômage, à l'agressivité qu'elle génère, il y a des réponses pires que le mal : la dématérialisation des courriers (courriers et convocations passent par mail), des réductions d'effectifs, des départs non remplacés et des CDD. Pôle Emploi n'échappe pas aux contraintes budgétaires qu'impose le gouvernement. Mais les nouvelles formes d'accueil (file unique ou EID (entretien unique d'inscription), ne correspondent ni aux besoins des agents ni à ceux des usagers.

Le directeur général Mr CHARPY aurait appris par la radio que le gouvernement lui cherchait un successeur pour fin décembre. Après la mise en œuvre de Pôle Emploi il ne doit plus correspondre aux desiderata du gouvernement. Il a échoué à faire travailler ensemble des agents issus de deux cultures différentes. Nous retraités, nous retiendrons son indifférence arrogante envers ses anciens agents.

DÉPENDANCE : LA RÉFORME REPORTÉE

Sous le prétexte de l'aggravation de la crise économique, le gouvernement a décidé de reporter la réforme de la dépendance pour le début 2012. N'est ce pas une façon de la repousser après les présidentielles ?

Tous les rapports des divers groupes de travail nationaux ou régionaux sont maintenant sur la table. La nécessité d'un financement public et le refus d'un système d'assurance privé sont souvent apparus lors des débats.

Diverses pistes de financement ont été évoquées dont certaines visant directement les retraités : augmentation de la CSG en l'alignant sur celle des actifs, taxation des petites successions, etc. Plus que jamais il faut rester vigilants et faire ce que l'on doit faire d'ici mai 2012.

L'ART DE BIEN MANGER : UN IMPÉRATIF POUR LES PERSONNES ÂGÉES

Les repas sont un moment de plaisir pour tout le monde et plus encore pour les personnes âgées. Mais ce n'est pas toujours le cas.

À domicile ou plus encore en établissements d'hébergement, certaines connaissent des états de mal-être, de dépression ou d'isolement. C'est alors qu'intervient la tentation du laisser-aller pour la nourriture, la perte de plaisir et d'appétit pouvant déboucher sur des conduites anorexiques. Les conséquences peuvent en être graves : dégradation de la qualité de la vie et de l'autonomie, perte de courage, accroissement des risques de chutes, moindre résistance aux états pathologiques, dépendance envers les médicaments et augmentation de leur consommation, perte progressive des relations sociales.

Il est donc très important, pour une personne âgée ou quand on en a la charge, d'être vigilants sur quatre paramètres fondamentaux :

- l'association manque d'appétit/perte de poids doit alerter car elle entraîne, si elle s'aggrave, une perte de masse musculaire à l'origine de chutes et de fractures fréquentes. Les personnes les plus à risques sont celles mangeant peu de viande ou de poisson, ou consommant beaucoup de sucreries et peu de crudités ainsi que celles qui restent sédentaires. Il faut donc faire au moins une demi-heure de marche par jour et suivre régulièrement son poids (une fois par mois au minimum).
- l'alimentation proprement dite doit toujours rester un plaisir : il faut veiller au goût des plats, à une nourriture variée et en quantité suffisante (le soir en particulier) et à l'apport de compléments en fibres végétales favorisant le transit souvent problématique chez les personnes âgées.

À domicile, un coup d'œil de temps en temps dans le réfrigérateur de la personne âgée permet de détecter les insuffisances ou les négligences alimentaires. Il faut aussi être vigilant sur tout ce qui touche de près à l'alimentation : présentation de la nourriture voire également des couverts, amplitude horaire entre les repas (notamment entre le repas du soir et le petit déjeuner), état de la dentition, du système gastrique etc.

- le suivi de l'hydratation est indispensable pour favoriser une bonne alimentation et un bon transit. Un litre d'eau ou de jus de fruits par jour ou huit verres sont un minimum. Or la sensation de soif disparaît souvent chez les personnes âgées. Il faut donc les inciter à boire tout au long de la journée sans attendre qu'elles disent avoir soif.

- la sauvegarde de l'autonomie de la personne âgée le plus longtemps possible est fondamentale: respecter son rythme, éviter de faire à sa place sous prétexte qu'elle ne va pas assez vite, lui laisser le temps (par exemple ne pas lui retirer prématurément sa nourriture).

Pour parvenir à des résultats satisfaisants, il faut aussi des moyens en personnel suffisants, ce qui est rarement le cas, tant au niveau des établissements d'hébergement que des services à domicile. Une sensibilisation et une formation de ceux-ci aux questions diététiques et aux difficultés le plus couramment rencontrées par les personnes âgées au niveau nutritionnel est indispensable.

Personnes âgées, aidants familiaux ou personnels spécialisés pourront se référer à la « Recommandation relative à la nutrition » du 4 mai 2007 consultable sur internet ou au guide nutrition pour les aidants des personnes âgées sur le site suivant : www.mangerbouger.fr

MUTUELLE : LES RETRAITES EN ACTION

❖ **Les remontées de la pétition mutuelle** pour une participation de la DG aux cotisations se poursuivent. Vous avez encore quelques jours pour **la signer sur le net** ou nous l'envoyer : par mail syndicat.snu@pole-emploi.fr ou par courrier à : SNU POLE EMPLOI FSU 43/45 rue de Javel PARIS 15 °

❖ **L'action juridique** que le SNU a entreprise contre la DG et la MG au sujet de l'augmentation des cotisations mutuelles se poursuit. Nous avons rencontré notre avocat en charge du dossier qui prépare ses conclusions. Rappelons que la MG avec l'accord de la DG avait augmenté les cotisations 2011 pour les seuls retraités de 5 % en plus des 5,30 % imposés pour tous par le gouvernement.

❖ **La mutuelle encore en attente** Les négociations avec les trois prestataires sélectionnés par la direction après l'appel d'offre européen se poursuit. A l'heure où nous bouclons ce numéro, la direction générale n'a pas encore fait son choix. Résultats attendus début octobre. Dès que le prestataire sera connu, nous pourrons développer et vous présenter notre proposition de mutuelle pour les retraités. Nous vous en informerons dans un Flash spécial précisant toutes les modalités de résiliation et d'adhésion à une mutuelle.

Depuis 2007 on entend parler de crise : majeure, systémique ou financière. En 2010 et au début de 2011, la plupart des oracles laissaient entendre que la fin de crise était là, que la reprise pointait le bout du nez, que l'Euro nous avait protégés des plus gros malheurs et que le chômage, corollaire de la crise économique, se calmait et que nous étions sur la bonne trajectoire. J'en passe et des meilleurs.

Et puis cet été, mais même auparavant avec la crise grecque, ça s'est gâté et tout à coup nous nous sommes retrouvés dans l'œil du cyclone au mois d'août. L'affaire ne concerne pas uniquement la France mais l'Europe, les USA et disons le tout net la planète. Qu'en est-il exactement ? Essayons d'y voir plus clair et de comprendre quel est l'impact sur les retraités c'est-à-dire vous et moi.

Deux méthodes pour sortir de la crise.

Sans faire un exposé d'économie, on sait que, lorsqu'il y a une crise, c'est-à-dire quand le système se grippe, se bloque et que s'installe une récession (on produit alors moins de valeurs que l'année précédente), il y a deux solutions, qui n'ont pas du tout les mêmes effets, proposées par les économistes :

❖ Soit on installe des mesures de rigueur sévères qui permettent aux entreprises d'améliorer la rentabilité du capital investi et aux Etats de réduire les dépenses, et aux salariés et aux retraités de se serrer la ceinture, ce qui permettrait aux entreprises et à l'Etat, au bout de quelque temps c'est-à-dire environ deux à trois ans, de dégager des marges pour réinvestir et relancer la machine. On constate alors que, si l'économie reprend, les salariés (et les retraités) eux ne retrouvent pas, loin de là, leur pouvoir d'achat et leurs niveaux de vie. On trouve aussi qu'il y a quelques blessés qui restent sur le champ de bataille et quelques entreprises qui «se refont la cerise». L'économie n'a pas de morale ou plutôt elle a la morale du vainqueur.

❖ Soit l'Etat, éventuellement en s'endettant, investit dans les secteurs qui emploient le plus de main-d'œuvre et relance ainsi la machine. Les salaires versés sont évidemment réutilisés et réinjectés dans le circuit dès que perçus, et permettent ainsi à d'autres entreprises de retrouver des commandes et ainsi d'embaucher. On appelle cette méthode "contra-cyclique" parce qu'elle s'oppose au cycle des crises (d'environ 6 à 7 années) ou Keynésienne du nom de l'économiste Maynard Keynes qui l'a théorisée. C'est cette méthode, le "New Deal", qui a été choisie pour sortir de la crise de 1929 aux USA par le président Roosevelt, après quelques années de rigueur (première méthode) qui ne débouchait sur rien. C'est aussi cette méthode qui a été appliquée au lendemain de la guerre avec le "plan Marshall".

De la crise des «subprimes» à celle des dettes souveraines.

Aujourd'hui et depuis 2007, une crise encore plus importante que celle de 1929 secoue la planète. On en connaît ses causes : d'une part les crédits «subprimes» arrivés au bout de leur logique ont ruiné tous les propriétaires de biens qui étaient passés par cette méthode de crédit, c'est-à-dire plusieurs millions de petits salariés qui croyaient être arrivés au paradis

et d'autre part les divers organismes financiers, dont certains fonds de pensions, qui spéculaient sur la valeur de ces dettes «subprimes» en les maquillant dans des produits financiers.

Dans l'urgence les États ont dû recapitaliser ces organismes pour éviter un effondrement général du système financier et industriel mondial en empruntant des sommes énormes pour les injecter dans ces organismes financiers en crise (près de 10000 milliards de \$) et se sont retrouvés avec une dette colossale. Les banques en crise ont d'abord reconstruit leur «bilan» et surtout leurs marges, avec ces prêts des États. Mais aucune nationalisation n'a eu lieu bien au contraire.

En résumé

quand il y a une crise le renflouement est public et quand il y a du profit le profit est privé.

En d'autres termes la dette est passée des banques aux États. C'est cela qu'on appelle les dettes souveraines. Voilà une cuisine redoutable car, quand il faudra payer la dette, c'est vous et c'est moi qui passerons à la caisse.

C'est cette crise, «la crise des dettes souveraines», qui réapparaît aujourd'hui aux USA et en Europe. L'avenir n'est pas écrit mais les USA utiliseront probablement l'arme du dollar dont ils sont les maîtres pour dire quelle est sa valeur.

Avec une variante pour la Grèce dont on s'est aperçu que la plupart des chiffres publiés étaient bidons (sur les conseils de la banque Goldman Sachs) et que son système de perception fiscale n'existait pratiquement pas. Les armateurs, la Grèce est la troisième marine marchande du monde et le clergé orthodoxe en sont dispensés. Restent les salariés et les retraités.

Qui supporte la rigueur ?

Pour permettre à l'État Grec de rembourser sa dette, le FMI, les pays de l'UE et l'Allemagne principalement, ont exigé une politique de rigueur extrême qui plombe les salariés, les retraités (- 40% sur les retraites), les étudiants, les services publics. Cela pousse le pays dans une spirale de récession (déjà - 4% en un an). Évidemment il ne se dégage alors aucun moyen pour sortir de cette dette et reconstruire un système fiscal ne se fait pas du jour au lendemain.

L'Irlande, le Portugal et l'Espagne sont aussi menacés de banqueroute d'autant plus que la récession réapparaît. Même motif, même punition : les salariés, les retraités, les étudiants, les services publics subiront eux la rigueur drastique. Et voilà l'Italie qui donne des signes de faiblesse et qui se précipite vers les mesures de rigueur.

Et la France, et vous et moi ? On est loin des déclarations des G20 d'après 2008. Sarkozy superman n'a pas vraiment réduit les paradis fiscaux ni la spéculation et encore moins les super bonus des banquiers. Le marché parle et le gouvernement s'exécute. Le plan de rigueur annoncé par Fillon est soi-disant «modéré» mais on peut parier qu'une fois les élections présidentielles passées, si le vainqueur était du côté de la droite, on trouverait de bonnes âmes pour demander beaucoup plus de rigueur. Et là les salariés, les retraités et les services publics le sentiraient passer sévèrement. Tenons-nous le pour dit.

ACTIONS RETRAITES : DEUX MANIFESTATIONS SONT PREVUES



le jeudi 6 octobre

La manifestation des retraités portant sur la défense du pouvoir d'achat et la prise en compte de la perte d'autonomie.

le mardi 11 octobre

Une journée nationale d'action interprofessionnelle, actifs et retraités.

Notre présence sera déterminante sur l'évolution de ces deux dossiers. Dans chaque département, pour les deux manifestations, il y aura au moins un rassemblement.

LE BILLET D'ANNE



C'EST L'ÉTÉ... LA SOLITUDE NOUS GUETTE

C'est l'été... les amis sont en vacances, les associations sont fermées, les bons films ne sortiront qu'à la rentrée... la solitude nous guette.

Les enfants sont partis vers d'autres horizons en emmenant les petits enfants qui vivaient à 100 mètres de chez moi, l'heure de la retraite va bientôt sonner et la panique me vient.

Que faire des années qui restent ? Jusqu'à présent après une vie bien remplie, le mariage, les enfants, le divorce (ou le veuvage) mais toujours les enfants près de nous et le travail à fond sans réfléchir à l'avenir nous ne nous posons pas la question de la solitude. Elle s'immisce petit à petit.

Car maintenant nous sommes des seniors comme on dit. Au travail nous sommes mises au placard, considérées comme moins performantes (malléables ?), à la maison certes nous choisissons le programme TV qui nous convient, nous mangeons et dormons quand nous le voulons mais personne pour faire la conversation.

Dans les magasins les produits sont vendus par deux ; en voyage nous payons le prix fort car les promos sont pour les couples ; au restaurant on nous relègue à la table du fond.

Et que dire des journées passées sans parler à quiconque. Quand vient le soir la solitude devient pesante, et les week-ends n'en finissent plus.

Pourtant nous avons encore tant à donner : amour, tendresse, appui. Nous sommes devenues transparentes pour les hommes de notre âge ; nous avons beau rester féminines, souriantes, nous n'intéressons plus les messieurs.

Bien sûr on nous dira qu'il y a un «tas» de choses à faire et qu'il faut aller vers les autres mais plus l'âge avance plus nous devenons transparentes ; et la vie est si onéreuse que les choix sont difficiles.

Les hommes vieillissent avec la bénédiction des plus jeunes. Leurs rondeurs en font des «bons vivants», leurs rides sont «attendrissantes», leurs cheveux blancs ou leurs crânes chauves leur donnent du charme. Les femmes elles avec leurs rides sont «flétries», leurs cheveux blancs en font des femmes négligées, leurs rondeurs des gourmandes.

Alors messieurs les seniors, quand vous croiserez l'une d'entre nous dans la rue, au magasin, au cinéma, faites nous cadeau d'un sourire, il illuminera notre journée et nous nous sentirons vivantes pour quelques heures.

A participé à ce numéro le collectif de la rédaction :
Anne Labre, Joseph Gabriac, Guy Masquelier, Claude Kowal, André Momein, Daniel Bossard, Elisa Szylyt